

**LE COMITE EXECUTIF DE SUIVI
DE L'ACCORD POLITIQUE POUR LA PAIX
ET LA CONCILIATION EN RCA**



**LE RAPPORT CONSOLIDE DES RECOMMANDATIONS DE
L'EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPR-
RCA ADOPTE PAR LA DIXIEME SESSION DU CES
LE 16 AVRIL 2021**

I. INTRODUCTION

a. CONTEXTE

L'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en Centrafrique APPR-RCA signé le 06 février 2019 entre le Gouvernement et les 14 Groupes armés qui a ouvert la voie aux espoirs de paix et de concorde nationales a fait l'expérience de graves atteintes en fin d'année 2020 et au début de l'année 2021.

En effet, certains groupes armés de mauvaise foi, pourtant signataires de l'APPR-RCA, se sont réunis au sein d'une Coalition appelée « Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) » et ont déclenché des opérations militaires à partir du 17 décembre 2020 avec pour objectif la perturbation du processus électoral et la déstabilisation du pays. Leurs actions inqualifiables ont mis à mal l'Accord, aggravé l'insécurité et conduit à une crise économique par le blocus des corridors économiques mettant la population Centrafricaine dans une grande précarité.

En dépit de ces assauts subis par cet instrument de paix, les Hautes Autorités du pays ainsi que toute la Communauté Internationale s'accordent à reconnaître que l'Accord du 06 février 2019 reste le cadre idéal pour le processus de retour à la paix. Dans son adresse à la Nation le 06 février 2021, prononcée à l'occasion du deuxième anniversaire de l'Accord, le Président de la République chef de l'Etat a instruit le Premier Ministre, Chef du Gouvernement et coprésident du Comité Exécutif de Suivi (CES) de mener les réflexions d'évaluation de l'Accord Politique pour la paix et la Réconciliation en Centrafrique en vue d'en redynamiser la mise en œuvre.

b. L'ORGANISATION DE L'EVALUATION

Dans la droite ligne de cette instruction, une rencontre a eu lieu le 09 février 2021 et réunissait les membres du Gouvernement, les Garants, les facilitateurs et les membres du G5 coprésidée par le Premier Ministre et le Représentant Spécial de l'Union Africaine. Cette rencontre a mandaté le Secrétariat Technique du CES dans un format élargi de faire l'évaluation de la mise en œuvre de l'APPR-RCA.

Un groupe de travail a été constitué et se composait selon les orientations de la réunion, du Secrétariat technique élargi aux groupes armés qui sont restés fideles à l'Accord et aux forces vives de la Nation membres du Comité exécutif de Suivi de l'APPR (CES) que sont les partis politiques, les associations de femmes, de jeunes et des Victimes, la Plateforme des confessions religieuses et le Réseau des droits de l'Homme.

Ce groupe de travail avait pour mission de traduire dans les faits l'instruction donnée par le Président de la République Chef de l'Etat en conduisant les réflexions sur la mise en œuvre de l'Accord dans l'optique de le redynamiser.

Dans les termes de références des réflexions, trois thématiques sont retenues. A savoir:

1. L'évaluation de la mise en œuvre des engagements des parties à l'Accord ;
2. L'évaluation du fonctionnement des organes du MOS ;
3. Le financement des organes de mise en œuvre de l'APPR y compris le Secrétariat technique.

Le groupe a effectué sa mission en 15 jours, du 10 au 24 février 2021. La Méthode de travail choisie était celui de travaux en Atelier de 4 jours. La Présidence des travaux était assurée par le Rapporteur du secrétariat Technique du CES et la modération par le Représentant de l'ONG Accord. Le rapport des travaux a été déposé au Cabinet du Premier Ministre et au bureau du Représentants spécial de l'Union Africaine, tous deux Coprésidents du CES, le 24 février 2021.

La Présidence de l'Atelier a, par la suite, pris part sur instruction du Premier Ministre Chef du Gouvernement, à une réunion du G5 pour recueillir les observations de ses membres sur la mise en œuvre de l'APPR-RCA. Le Compte rendu de cette rencontre figure dans l'annexe du rapport de l'Atelier de redynamisation.

Il faut noter également que le Centre pour le Dialogue Humanitaire(CDH) avait été sollicité pour entendre les groupes sortis de l'Accord qui ont formé la Coalition des Patriotes pour le Changement, CPC. Un rapport de cette mission est joint au rapport ainsi que des déclarations des forces vives de la nation ayant pris part aux Travaux. Les contributions apportées par les deux sessions restreintes du CES, tenues les 24 mars et 02 avril ont été intégrées dans ce rapport consolidé.

En tenant compte toutes les conclusions citées, le présent rapport présente les forces et les faiblesses de la mise en œuvre, ainsi que des recommandations consolidées en vue de la redynamisation de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en Centrafrique.

II. LES FORCES

Tous les participants s'accordent à reconnaître que l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation APPR-RCA a contribué fortement au retour de la paix et à la restauration de l'Autorité de l'Etat. Grace à cet instrument, le dialogue entre Gouvernement et Groupe armé est rendu possible. Il a permis aussi de noter un formidable élan de la communauté internationale dans son ensemble pour soutenir le Gouvernement dans sa quête de paix pour la population.

Les efforts du Gouvernement et sa bonne foi ont été salués.

III. LES FAIBLESSES

Malgré les progrès remarquables observés de part et d'autre dans la mise en œuvre des engagements de l'Accord, les défaillances pointées du doigt sont principalement les suivantes :

- a) l'absence d'appropriation de l'Accord** par un bon nombre des membres du Gouvernement aussi bien que les groupes armés qui ignorent son contenu ;
- b) la persistance des violences** de certains groupes armés signataires de l'APPR sur la population ;

c) La mauvaise foi d'une partie des groupes armés se traduisant par la poursuite de leurs activités criminelles, le refus d'appliquer l'Accord, la dénonciation de l'Accord et la formation d'une coalition de rebelles ;

d) l'absence d'un mécanisme clair de sanction des violations conformément à l'article 34 et 35 de l'Accord. Cette absence de sanctions spécifique a favorisé le maintien de la mauvaise foi de certains groupes armés et leur départ de l'Accord ;

e) une insuffisance de concertation entre les deux parties à l'Accord il n'existe pas de cadre de rencontre spécifique entre les groupes armés et le Gouvernement pour échanger entre eux et anticiper sur certains blocages observés ;

f) les dysfonctionnements dans l'exécution du programme du DDRR par un manque de concertation pour les activités, la mauvaise compréhension du programme par les groupes armés qui préfère l'option du DDRR partiel au lieu du DDRR global, la contestation du quota d'intégration dans les FDS, l'absence de lien avec la dissolution intégrale des groupes, la problématique du rapatriement des étrangers des rangs des groupes armés qui est jusqu'alors non traitée ;

g) les processus d'opérationnalisation des USM\$ et de l'harmonisation des grades connaissent des difficultés, des retards et il n'y a pas de visibilité sur leur évolution ;

h) les difficultés de fonctionnement des organes de mise en œuvre de l'APPR-RCA. Le leadership du Comité exécutif de suivi n'est pas équilibré du fait de la représentation d'une seule des parties à l'Accord. Le Comité de Mise en Œuvre national connaît des difficultés dans son fonctionnement. Les Comités préfectoraux souffrent d'un déficit de coordination et peinent à fonctionner avec la situation sécuritaire préoccupante. Le Secrétariat Technique du CES manquent de ressources et de moyens financiers pour être plus performants ;

i) **la lenteur dans l'exécution des engagements** de l'Accord qui touchent au développement socio-économique et à la réparation due aux victimes des crises en RCA.

Durant ces deux premières années, la mise en œuvre de l'APPR s'est focalisée essentiellement sur la réalisation des engagements sécuritaires contenus dans les arrangements sécuritaires au lieu de prendre aussi en compte les autres aspects.

IV. LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Les propositions pour améliorer et rendre plus dynamique la mise en œuvre de l'APPR se présentent comme suit :

a) **l'arrêt des violences et la dissolution des groupes armés** afin de permettre aux populations de percevoir les dividendes de paix de l'Accord et se consacrer pleinement à la reconstruction du pays.

b) **le renforcement du leadership du processus :**

- Trouver un leadership dédié et disponible pour prendre en charge la question spécifique et transversale de suivi de l'APPR-RCA en l'occurrence, nommer un Ministre en charge du processus;

- Modifier la coprésidence du CES en y ajoutant un représentant des groupes armés (*l'élargissement de la coprésidence du CES est contraire aux dispositions de l'article 30 de l'Accord. La coprésidence continuera d'être assurée par le Premier Ministre Chef du Gouvernement et l'Union Africaine*)

- Exiger une représentation des groupes armés au niveau des chefs même des groupes, au sein du Comité Exécutif de suivi;

- Désigner une personnalité disponible pour rendre fonctionnel le CMON ;

- Assurer une bonne articulation entre les organes préfectoraux (CMOP et CTS) présidés par les Préfets et le CMON, l'organe de coordination, pour un meilleur rendement desdits organes.

- Procéder à un réajustement de la composition du Secrétariat technique du CES en donnant un rôle plus important à la CEEAC et en réduisant le nombre des membres à 7 personnes. Ce réajustement se fera par un texte administratif ;

b) l'appropriation du processus

- Sensibiliser les membres du Gouvernement sur leur rôle dans l'APPR comme étant les premiers organes responsables de la mise en œuvre ;
- Poursuivre la vulgarisation auprès des groupes armés et pourvoir les responsables de moyens pour faire la restitution auprès de leurs éléments ;
- Accentuer la vulgarisation auprès de la population en impliquant d'avantage les forces vives de Nation dans le processus notamment les femmes ;
- Mettre en place une cellule de communication du CES et nommer un porte parole qui soient chargés de communiquer des informations actualisées sur le processus.
- Créer un site internet de l'Accord;
- Mettre en place un **mécanisme d'alerte rapide** qui mène les réflexions sur les causes des conflits afin de proposer des solutions d'anticipation aux crises futures ;
- Créer un fond d'indemnisation des victimes des conflits.

c) le suivi du processus

- Professionnaliser le monitoring sous la forme d'un tableau clair sur tous les engagements y compris les engagements sur la sécurisation de la transhumance, la cessation des exploitations illicites de ressources et l'exécution des projets à caractère économique.
- Impliquer le RCPCA dans le suivi de l'APPR-RCA pour la revue des projets de développement ;
- Donner plus de temps à l'organisation technique et logistique en vue d'une meilleure préparation des sessions du CES ;

d) le DDRR

- Axer la sensibilisation du DDRR sur son objectif premier qui est le retour à la vie civile ;
- Définir et gérer le DDRR dans sa globalité c'est-à-dire la Démobilisation et le Désarmement conduisant aux **trois options** (intégration dans les FDS, les USMS et la Réinsertion économique) sans privilégier l'une ou l'autre ;
- Réduire le temps d'attente entre la démobilisation/désarmement et la Réintégration par une bonne synchronisation des différentes étapes;
- Créer un lien ferme entre le DDRR et la dissolution intégrale des groupes armés désarmés. Chaque activité du DDRR doit avoir un calendrier clair et un engagement public en faveur de la dissolution complète du groupe qui adhère au programme.
- Restructurer, clarifier et simplifier la gouvernance du DDRR afin de préciser clairement le leadership politique ;
- Créer une collaboration étroite entre le PNDDRR, le CVR et la COMNAT ALPC pour traiter de manière holistique la question du désarmement ;
- Harmoniser les quotas d'intégration des Ex-combattant dans les Forces de défense et de Sécurité ;
- Engager rapidement le processus de rapatriement des mercenaires étrangers actifs dans des groupes armés.

e) le processus des USMS

- Créer un leadership fort et dédié au sein de l'Etat Major pour l'opérationnalisation efficace des USMS,
- Faire une synchronisation entre le DDRR et les USMS ;
- Déployer les observateurs de l'Union Africaine ;
- Evaluer le fonctionnement et le rendement des USMS conformément à leurs missions définies dans l'Accord ;

- Commencer des réflexions sur le devenir des USMS à la fin des deux années d'existence;
- Reprendre plus en détail, les discussions sur les USMS au sein du COSTRAT pour faire le point de situation après les derniers évènements.

f) le processus d'harmonisation des grades

- Revoir la composition et les missions du comité d'intégration et d'harmonisation des grades pour tenir compte du contexte actuel et le rendre plus inclusif;
- Accélérer le fonctionnement de cette structure.

F) la sanction de l'APPR

-La définition par les garants et facilitateurs des mesures de sanctions pour les violations des engagements de l'APPR. Ceci a été également recommandé par les conclusions de la 979ème réunion du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine tenue le 16 février 2021 qui a demandé expressément à la Commission d'élaborer des mesures punitives des violations de l'APPR-RCA et de les soumettre au CPS pour adoption.

Il s'agira de réactualiser le document déjà élaboré et présenté par les Garants et Facilitateurs au cours de la session extraordinaire du CES du 23 août 2019 ;

-L'Etat doit également faire application des mesures de justice conformément aux lois et règlements en vigueur pour les délits et crimes commis par les parties à l'Accord.

G) les autres engagements de l'Accord

-l'implication du Ministère technique concerné dans le traitement de la question de la transhumance et la tenue régulière des commissions à ce sujet pour une meilleure gestion ;

-trouver le moyen de mettre en œuvre l'engagement concernant la cessation des exploitations illicites des ressources naturelles en partenariat avec le Ministère des mines.

L'appui multiforme à la mise en œuvre

- la poursuite du soutien politique, financier et technique de la communauté internationale à la mise en œuvre de l'APPR ;
- La mise en place d'un mécanisme rapide de décaissement du budget de l'Etat pour le fonctionnement des organes de mise en œuvre ;
- La mobilisation des fonds nécessaires à la mise en œuvre de l'APPR-RCA.

Tels sont les principales recommandations issues des travaux de l'Atelier de redynamisation de la mise en œuvre de l'APPR-RCA menés par le groupe de travail mis en place par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, de la réunion du G5 et des réunions restreintes du CES.

LE COMITE EXECUTIF DE SUIVI DE L'APPR-RCA